

Vers une société sans pauvreté ?

La route est longue mais l'espoir fait son chemin

Yves Martens,
<redac@
asbl-csce.be>.

Dans beaucoup de circonstances, on peut approuver l'adage selon lequel « *Le but du chemin, c'est le chemin lui-même* ». Parlant de pauvreté, ce serait indécent et même scandaleux. Les initiatives diverses, les actions politiques et citoyennes, les études et rapports multiples, s'ils ne servent concrètement à diminuer pour ensuite mettre fin au phénomène insupportable qu'est la pauvreté, alors ils ne valent guère plus que le sonnet d'Oronte et sont, comme celui-ci, juste « bons à mettre au cabinet ».

Certaines réactions courroucées le 30 mai au Sénat et le 16 juin au Palais des Beaux-Arts¹, lors des rencontres « provinciale » et nationale sur les 10 ans du Rapport Général sur la Pauvreté (RGP) vont dans ce sens. Voilà 10 ans en effet que ce Rapport a été réalisé et beaucoup de participants ont partagé ce sentiment : quand cessera-t-on de se gausser de mots pour passer véritablement aux actes ?

Il faut pourtant se garder de conclure trop vite que ces rencontres n'étaient que des grand-messes visant à valoriser le ministre ou tel ou tel intervenant. Cette dimension n'est jamais absente bien entendu mais, contrairement

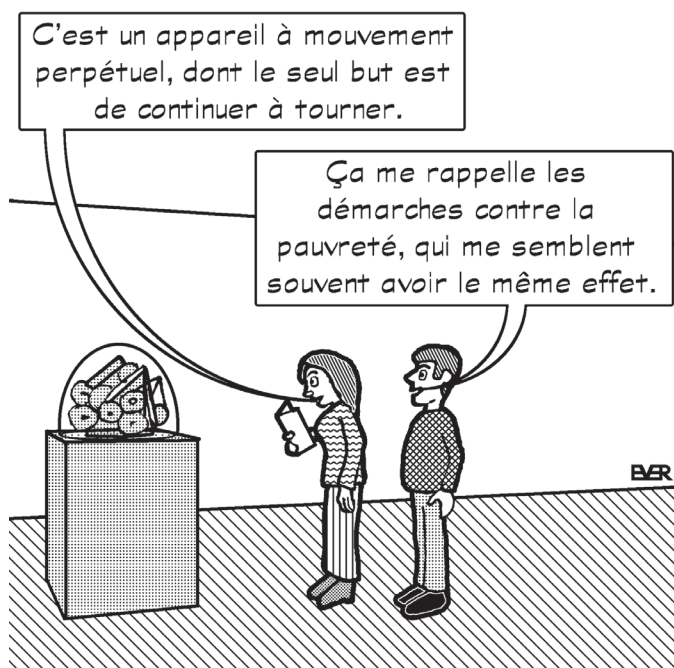
à ce que mon préambule a pu faire supposer, il nous a paru important de parler du processus qui a abouti à ces rencontres. Cependant, on l'aura compris, ces fondations, si importantes soient-elles, deviennent dérisoires si l'action n'est pas présente à chaque étape de ce chemin riche en dialogues, en échanges, en réflexions. Et tout cela ne servira à rien si le politique ne s'en saisit pas pour prendre des bonnes mesures, plutôt que d'aggraver la situation, comme tendent à le faire nos gouvernants en détricotant notre modèle de protection sociale.

1. Le processus préparatoire

Pas de chemin sans guide. Le *Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale* qui fait partie du *Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme* a été chargé de tracer la voie, de coordonner tout ce travail de préparation. Une première note de discussion a été réalisée par le service sur base de la littérature, d'interviews et de contributions écrites sur chacun des thèmes suivants : **Famille, Aide sociale, Santé, Travail, Logement, Education, Culture et Justice**.

Chacune de ces notes a ensuite été discutée au sein de concertations réunissant, pour chaque thématique, des associations de lutte contre la pauvreté, des syndicats, des acteurs de l'économie sociale, les Offices régionaux de l'Emploi et l'Observatoire social européen. Ainsi, par exemple Dédé (André Sandra) a participé aux réunions des groupes **Aide sociale** et **Logement** et moi-même à celles du groupe **Travail**. Chacun de ces groupes s'est réuni 4 à 8 fois durant 3 heures. A chaque fois, la note était rediscutée et ces échanges permettaient au service de retravailler la note dont la nouvelle version était communiquée à tous par courriel avant la réunion suivante. La diversité des intervenants a permis de vrais dialogues très instructifs, y compris avec des Flamands loin d'être tous gagnés par un certain égoïsme de riches, même si c'est de plus en plus l'image que les partis flamands donnent aux francophones. Cette méthode de travail s'étalant sur plusieurs mois a permis

(1) Désolé, je ne me fais pas à la nouvelle graphie - style sms - BOZAR, dont on affuble l'œuvre d'Horta.



d'aboutir à des documents très riches constituant de véritables mines d'informations pour les politiques qui voudraient s'en saisir.

Ces textes ont été repris dans une brochure intitulée « Lance débat » qui a été distribuée lors des rencontres provinciales⁴. Vous pouvez aussi la télécharger sur <<http://www.luttepauvrete.be/debat10ansRGP.htm>>.

Les rencontres provinciales (nous gardons par facilité le terme même pour Bruxelles) n'ont par contre pas bénéficié de cette méthodologie caractérisée par le long terme. Il s'agissait là, en une demi-journée, de rencontrer le politique et, après deux heures d'ateliers thématiques, de communiquer au ministre la priorité dans chaque domaine.

2. Les rencontres provinciales et nationales

Je ne parlerai ici que de la rencontre à Bruxelles, puisque c'est celle à laquelle j'ai participé. Elle avait lieu sous les ors du Sénat, ce qui nous a valu un mot d'accueil bien sympathique de la Présidente de l'institution. Madame Lizin, malheureusement, n'était pas là lors de la conclusion. Comme toujours dans ce genre d'occasions d'ailleurs, nous n'avons croisé que très peu de représentants politiques et généralement les mêmes que, par exemple, lors de la présentation du rapport pauvreté dans la région de Bruxelles Capitale². Le ministre Dupont lui était évidemment présent – c'est bien le moins dirons-nous – et il faut reconnaître qu'il ne s'est pas dérobé lorsqu'il a été assez sèchement interpellé. Mais autant les rencontres préparatoires ont été riches, autant cette « représentation » n'a pas apporté grand-chose sur le fond et le « Mémoire de 11 moments de dialogue »³, distribué lors de la rencontre nationale et reflétant les 11 rencontres provinciales ne va pas aussi loin que la brochure « Lance débat ». Bref, ce jour-là, comme souvent en pareille circonstance, l'essentiel s'est passé dans les couloirs : les rencontres intéressantes, les échanges d'infos et ou de coordonnées, les interviews ayant notamment servi au film présenté le 16 juin.

Même constat le 16 juin (ces deux événements ont été - bien - organisés par la Fondation Roi Baudouin) : ce n'est définitivement pas là que ça se passe. En tout cas que se constituent les outils intéressants d'analyse et d'action. Ce genre d'événement est intéressant pour se retrouver/se rencontrer, pour donner un écho journalistique à la démarche et pour mettre en valeur le ministre. Mais verba volent, scripta manent.

3. La conclusion du processus

Ce qui est rassurant, c'est que cette rencontre nationale du 16 juin n'était pas un point final au processus. Dès septembre a lieu un approfondissement en concertation⁵, à nouveau piloté par le *Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale*. L'aboutissement sera le rapport bisannuel du Service, attendu pour décembre.

L'aboutissement ? Que dis-je ? Tout restera à faire bien sûr. Ce rapport sera d'ailleurs présenté à la Conférence interministérielle de l'intégration sociale, organe de suivi de la politique de lutte contre la pauvreté réunissant tous les niveaux de pouvoirs compétents. Avec cet outil, le monde politique prouvera-t-il enfin que toutes ces démarches sont menées dans un but réel d'améliorer notre société ou montrera-t-il qu'il ne s'agit que de s'acheter une bonne conscience à bon compte ? Dans ce dernier cas, nous tous qui nous sommes investis dans ce parcours riche et complexe, nous aurons le sentiment d'avoir été poussés dans une voie... de garage...

(2) Cf. n° 47 pp. 21-29)

(3) voir article de synthèse page 26 ; vous pouvez télécharger ce mémoire sur <<http://www.kbs-frb.be>>.

(4) Nous disposons de quelques exemplaires : vous pouvez l'obtenir sur demande à notre secrétariat.

(5) Donnez-nous votre avis. Voir encadré page 29.